

**Union européenne - Conseil des
affaires étrangères - Utilisation
d'armes chimiques en Syrie :
l'Union européenne adopte des
sanctions à l'encontre de 16
personnes supplémentaires -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 17 juillet 2017)**

Le 17 juillet 2017, le Conseil a ajouté 16 personnes à la liste des personnes visées par des mesures restrictives instaurées par l'UE à l'encontre du régime syrien. L'UE a inscrit ces 16 personnes en raison de leur rôle dans la mise au point d'armes chimiques et leur utilisation à l'encontre de la population civile, conformément à sa politique de lutte contre la prolifération des armes chimiques et leur utilisation. Parmi ces personnes figurent 8 militaires haut gradés et 8 scientifiques impliqués dans la prolifération et la livraison d'armes chimiques. L'UE avait déjà adopté des mesures restrictives à l'encontre de hauts fonctionnaires, la dernière décision prise en ce sens, en raison de l'utilisation d'armes chimiques, étant intervenue le 4 mars 2017.

La décision d'aujourd'hui porte à 255 personnes le nombre total de personnes soumises à une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et à un gel de leurs avoirs au motif qu'elles sont responsables de la répression violente exercée à l'encontre de la population civile en Syrie, qu'elles tirent profit du régime ou lui apportent leur soutien, et/ou qu'elles sont associées à de telles personnes.

En outre, 67 entités font l'objet d'un gel des avoirs. Plus largement, les sanctions actuellement en vigueur à l'encontre de la Syrie comprennent un embargo pétrolier, des restrictions frappant certains investissements, un gel des avoirs détenus par la banque centrale syrienne dans l'UE et des restrictions frappant les exportations d'équipements et de technologies susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, ainsi que d'équipements et de technologies destinés à surveiller ou intercepter les communications Internet ou les communications téléphoniques. Ces mesures ont été prorogées en dernier lieu le 29 mai 2017 et sont en vigueur jusqu'au 1er juin 2018.

L'UE reste déterminée à trouver une solution politique durable au conflit en Syrie dans le cadre existant mis en place par les Nations unies. Ainsi qu'il est indiqué dans la stratégie qu'elle a adoptée à l'égard de la Syrie en avril 2017, l'UE est convaincue qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit, et elle soutient résolument le travail réalisé par l'envoyé spécial des Nations unies ainsi que les pourparlers intra-syriens menés à Genève.

En tant que principal donateur dans le cadre de l'action menée par la communauté internationale en réponse à la crise syrienne, avec plus de 9,4 milliards d'euros affectés collectivement avec ses États membres à l'aide humanitaire et au développement depuis le

début du conflit, l'UE continue de soutenir la fourniture d'une aide humanitaire à tous les Syriens, y compris ceux qui vivent dans des zones assiégées ou difficiles d'accès. La réponse de l'UE comprend également un soutien aux institutions internationales qui s'emploient à faire en sorte que les auteurs d'actes de violations des droits de l'Homme et du droit humanitaire international aient à répondre de leurs actes.

L'UE ne sera disposée à contribuer à la reconstruction de la Syrie que lorsqu'une transition politique globale, véritable et inclusive, négociée par les parties syriennes au conflit sur la base de la résolution 2254 (2015) du conseil de sécurité des Nations unies et du communiqué de Genève de 2012, aura réellement été amorcée.

Les actes juridiques adoptés par le Conseil, y compris les noms des personnes concernées, sont publiés au Journal officiel du 18 juillet 2017./.